



LIMINAIRE AU CSA « EMPLOI » du Haut-Rhin du 22 janvier 2024.

Monsieur le Président,

En ce début d'année le PLF 2024 prévoit une suppression nette de 200 ETP à la DGFIP.

Ce nouveau coup de rabet sur les emplois n'est justifié à aucun moment, si ce n'est par la réaffirmation que la DGFIP doit, une fois de plus, jouer les bons élèves via une contribution supplémentaire.

C'en est une de trop pour la DGFIP, contributaire depuis de trop nombreuses années de la baisse des dépenses publiques.

Cette fois-ci, le politique et l'administration ont été contraints de mettre un léger coup de frein au vu de l'état de la DGFIP.

Elle a par ailleurs été choisie pour accueillir de nouvelles missions, et donc étendre son périmètre. Ainsi, pour arriver au solde positif de +148 ETP, affiché par la DG, il faut prendre en compte les transferts d'emplois de +348 ETP liés aux transferts de missions, notamment des Douanes et du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.

Au vu des besoins existants, les créations d'emplois annoncées ne peuvent prétendre constituer les renforts nécessaires.

Au vu des nouvelles missions elles ne seront pas à la hauteur de la charge de travail.

En parallèle, les efforts de chacun ne sont pas pris en compte par la DGFIP.

L'engagement des personnels doit être reconnu, le régime indemnitaire doit enfin être revalorisé.

Nous sommes heureux de constater que dans ses vœux, le Ministre Bruno Le Maire reconnaît enfin la nécessité d'apporter des réponses concrètes en matière de rémunération!

Cependant, soyons clairs, 20 € nets mensuels est bien pris comme une marque de mépris par les agents.

Malgré les conditions de travail qui se dégradent toujours un peu plus, malgré les conditions salariales qui se dégradent constamment, ce sont les agents publics par de leur engagement permanent qui font tenir chaque jour les services publics.

Et pourtant, 11 emplois vont encore être supprimés dans notre département déjà fortement en souffrance.

- Souffrance dans le travail dont les charges ne cessent d'augmenter pour les agents,
- Souffrance face à des réformes continues et résorbées dans la douleur,
- Souffrance morale et découragement liés à une pression de plus en plus forte et à la perte du sens face aux dysfonctionnements des applicatifs, à la destruction de notre service public.

La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DDFIP 68.

GMBI a par ailleurs démontré le manque cruel d'effectif dans les services avec des agents véritablement submergés et épuisés par une nouvelle masse de travail à laquelle ils n'ont pas les moyens de faire face.

L'hémorragie des emplois en œuvre depuis de trop nombreuses années s'amplifie encore !

Jusqu'où notre administration ose encore aller, avec une idéologie basée sur des baisses drastiques de moyens humains et financiers, menant notre maison DGFIP à son démantèlement progressif et constant.

Ce mantra de « trop de fonctionnaires qui coûtent trop cher » va à l'encontre d'un service public de qualité. Ce n'est pas l'Intelligence Artificielle qui va remplacer notre expertise, le contact nécessaire avec le public, et l'impérative nécessité d'une justice fiscale ET sociale pour toutes et tous !!

Ce n'est pas en supprimant encore des emplois que nous parviendrons à encourager l'attractivité de notre administration, son efficacité, et son rendement.

Non, Trop c'est trop ! L'os de la DDFIP 68 était déjà atteint depuis plusieurs années, clairement l'administration est en train de l'anéantir !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES revendique des créations d'emplois statutaires, cela est rappelé dans toutes les instances, et préconisé par le CHS-CT en son temps.